



Le rôle USA et Otan dans le rapport de l'UE avec la Chine

Par [Manlio Dinucci](#)

Mondialisation.ca, 21 octobre 2016

Région : [Asie](#), [États-Unis](#), [L'Europe](#)
Thème: [Économie](#), [Guerre USA OTAN](#)

Je vais tout de suite au noeud de la question. Je pense qu'on ne peut pas parler de relations entre Union européenne et Chine indépendamment de l'influence que les Etats-Unis exercent sur l'Union européenne, directement et par l'intermédiaire de l'Otan.

Aujourd'hui 22 des 28 pays de l'Ue (21 sur 27 après la sortie de la Grande-Bretagne de l'Ue), avec plus de 90% de la population de l'Union, font partie de l'Otan, reconnue par l'Ue comme « fondement de la défense collective ». Et l'Otan est sous commandement USA : le Commandant suprême allié en Europe est toujours nommé par le Président des Etats-Unis d'Amérique et tous les autres commandements clé sont aux mains des USA. La politique étrangère et militaire de l'Union européenne est ainsi fondamentalement subordonnée à la stratégie étasunienne, sur laquelle convergent les plus grandes puissances européennes.

Cette stratégie, clairement énoncée dans les documents officiels, est tracée au moment historique où la situation mondiale change à la suite de la désagrégation de l'URSS. En 1991 la Maison Blanche déclare dans la *National Security Strategy of the United States* : « Les Etats-Unis demeurent le seul Etat avec une force, une portée et une influence en toute dimension - politique, économique et militaire- réellement globales. Il n'existe aucun substitut au leadership américain ». En 1992, dans la *Defense Planning Guidance*, le Pentagone souligne : « Notre premier objectif est d'empêcher qu'une quelconque puissance domine une région dont les ressources seraient suffisantes pour engendrer une puissance mondiale. Ces régions comprennent l'Europe occidentale, l'Asie orientale, le territoire de l'ex Union Soviétique et l'Asie sud-occidentale ». En 2001, dans le rapport *Quadrennial Defense Review*, - publié une semaine avant la guerre USA/Otan en Afghanistan, aire de première importance géostratégique à l'égard de Russie et Chine- le Pentagone annonce : « La possibilité existe qu'émerge dans la région un rival militaire avec une formidable base de ressources. Nos forces armées doivent conserver la capacité d'imposer la volonté des États-Unis à n'importe quel adversaire, y compris États et entités non-étatiques, de façon à changer le régime d'un État adverse ou occuper un territoire étranger jusqu'à ce que les objectifs stratégiques états-uniens soient réalisés ».

Sur la base de cette stratégie, l'Otan sous commandement USA a lancé son offensive sur le front oriental : après avoir démoli par la guerre la Fédération Yougoslave, de 1999 à aujourd'hui elle a englobé tous les pays de l'ex Pacte de Varsovie, trois de l'ex Yougoslavie, trois de l'ex URSS, et sous peu elle en englobera d'autres (à commencer par la Géorgie et l'Ukraine, cette dernière de fait déjà dans l'Otan), en déplaçant bases et forces, y compris nucléaires, toujours plus près de la Russie. En même temps, sur le front méridional étroitement relié à celui oriental, l'Otan sous commandement USA a démoli par la guerre l'Etat libyen et a essayé d'en faire autant avec celui de la Syrie.

USA et Otan ont fait exploser la crise ukrainienne et, accusant la Russie de « déstabiliser la sécurité européenne », ils ont entraîné l'Europe dans une nouvelle guerre froide, voulue surtout par Washington (aux dépens des économies européennes à qui les sanctions et contre-sanctions ont porté préjudice) pour casser les rapports économiques et politiques Russie-Ue néfastes aux intérêts étasuniens. C'est dans la même stratégie qu'entre le déplacement croissant de forces militaires étasuniennes dans la région Asie/Pacifique dans une fonction anti-chinoise. La U.S. Navy a annoncé qu'en 2020 elle concentrera dans cette région 60% de ses forces navales et aériennes.

La stratégie étasunienne est focalisée sur la Mer de Chine Méridionale, dont l'amiral Harris, chef du Commandement USA pour le Pacifique, souligne l'importance : c'est là que passe un commerce maritime d'une valeur annuelle de plus de 5 mille milliards de dollars, dont 25% de l'export mondial de pétrole et 50% de celui du gaz naturel. Les USA veulent contrôler cette voie maritime au nom de celle que l'amiral Harris définit comme « liberté de naviguer fondamentale pour notre système de vie ici aux Etats-Unis », en accusant la Chine d'« actions agressives en Mer Chinoise Méridionale, analogues à celles de la Russie en Crimée ». Pour cela la U.S Navy « patrouille » la Mer de Chine Méridionale. Dans le sillage des Etats-Unis arrivent les plus grandes puissances européennes : en juillet dernier la France a sollicité l'Union européenne pour « coordonner la patrouille navale de la Mer Chinoise Méridionale afin d'assurer une présence régulière et visible dans ces eaux illégalement réclamées par la Chine ». Et tandis que les Etats-Unis installent en Corée du Sud des systèmes « anti-missiles » mais en mesure de lancer aussi des missiles nucléaires, analogues à ceux installés contre la Russie en Roumanie et bientôt en Pologne, en plus de ceux qui sont embarqués sur des navires de guerre en Méditerranée, le secrétaire général de l'Otan Stoltenberg reçoit le 6 octobre à Bruxelles le ministre des affaires étrangères sud-coréen, pour « renforcer le partenariat de l'Otan avec Séoul ».

Ces faits et d'autres encore démontrent qu'en Europe et en Asie la même stratégie est à l'oeuvre. C'est la tentative extrême des Etats-Unis et des autres puissances occidentales de maintenir la suprématie économique, politique et militaire, dans un monde en forte transformation, dans lequel émergent de nouveaux sujets étatiques et sociaux. L'Organisation de Shanghai pour la coopération, née de l'accord stratégique sino-russe, dispose de ressources et de capacités de travail capables d'en faire la plus grande aire économique intégrée du monde. L'Organisation de Shanghai et les Brics sont en mesure, avec leurs organismes financiers, de supplanter en grande partie la Banque mondiale et le Fonds monétaire international qui, pendant plus de 70 ans, ont permis aux USA et aux plus grandes puissances occidentales de dominer l'économie mondiale à travers les prêts usuraires aux pays endettés et d'autres instruments financiers. Les nouveaux organismes peuvent en même temps réaliser la dédollarisation des échanges commerciaux, en ôtant aux Etats-Unis la capacité de décharger leur dette sur d'autres pays par l'impression de papier monnaie utilisé comme devise internationale dominante.

Pour maintenir leur suprématie, toujours plus vacillante, les Etats-Unis utilisent non seulement la force des armes, mais d'autres armes souvent plus efficaces que celles proprement dites.

Première arme : les dits « accords de libre-échange », comme le « Partenariat transatlantique sur le commerce et les investissements » (TTIP) entre USA et Ue et le « Partenariat Trans-Pacifique » (TPP) dont le but n'est pas seulement économique mais géopolitique et géostratégique. C'est pour cela que Hillary Clinton qualifie le partenariat USA-Ue de « plus grand objectif stratégique de notre alliance transatlantique », en projetant

une « Otan économique » qui intègre celle politique et militaire. Le projet est clair : former un bloc politique, économique et militaire USA-Ue, toujours sous commandement étasunien, qui s'oppose à l'aire eurasiatique en ascension, basée sur la coopération entre Chine et Russie ; qui s'oppose aux Brics, à l'Iran et à tout autre pays qui se soustraie à la domination de l'Occident. Comme les négociations sur le TTIP ont du mal à avancer à cause de divergences d'intérêt et d'une vaste opposition en Europe, l'obstacle est pour le moment contourné avec l' « Accord économique et commercial global » (CETA) entre Canada et Ue : un TTIP camouflé étant donné que le Canada fait partie du NAFTA avec les USA. Le CETA sera probablement signé par l'UE le 27 octobre prochain, pendant la visite du premier ministre canadien Trudeau à Bruxelles.

Seconde arme : la pénétration dans les pays cible pour les désagréger de l'intérieur. En s'appuyant sur les points faibles qu'a tout pays en mesure diverse : la corruption, l'avidité d'argent, l'arrivisme politique, le sécessionnisme fomenté par des groupes de pouvoir locaux, le fanatisme religieux, la vulnérabilité de vastes masses à la démagogie politique. En s'appuyant aussi, dans certains cas, sur un mécontentement populaire justifié quant à la conduite de leur gouvernement. Instruments de la pénétration : les soi-disant « organisations non gouvernementales » qui sont en réalité la main longue du Département d'état et de la Cia. Celles qui, dotées d'énormes moyens financiers, ont organisé les « révolutions colorées » dans l'Est européen, et ont tenté la même opération avec la soi-disant « Umbrella Revolution » à Hong Kong : qui visait à fomenter des mouvements analogues dans d'autres zones de la Chine habitées par des minorités nationales. Les mêmes organisations qui opèrent en Amérique Latine, avec l'objectif premier de subvertir les institutions démocratiques du Brésil, en minant ainsi les Brics de l'intérieur. Instruments de la même stratégie : les groupes terroristes, type ceux armés et infiltrés en Libye et en Syrie pour semer le chaos, en contribuant à la démolition d'Etats entiers attaqués en même temps de l'extérieur.

Troisième arme : les « Psyops » (Opérations psychologiques), lancées à travers les chaînes médiatiques mondiales, qui sont définies ainsi par le Pentagone : « Opérations planifiées pour influencer à travers des informations déterminées les émotions et motivations et donc le comportement de l'opinion publique, d'organisations et de gouvernements étrangers, afin d'induire ou renforcer des attitudes favorables aux objectifs préfixés ». Avec ces opérations, qui préparent l'opinion publique à l'escalade guerrière, on fait apparaître la Russie comme responsable des tensions en Europe et la Chine comme responsable des tensions en Asie, en les accusant en même temps de « violation des droits humains ».

Une dernière considération : ayant travaillé à Pékin avec ma femme dans les années Soixante, contribuant l'un et l'autre à la publication de la première revue chinoise en langue italienne, j'ai vécu une expérience formatrice fondamentale au moment où la Chine - libérée depuis à peine quinze ans de la condition coloniale, semi-coloniale et semi-féodale- était complètement isolée et non reconnue par l'Occident ni par les Nations Unies comme Etat souverain. De cette période restent imprimées en moi la capacité de résistance et la conscience de ce peuple, à l'époque 600 millions de personnes, engagé sous la conduite du Parti communiste à construire une société sur des bases économiques et culturelles complètement nouvelles. Je pense que cette capacité est également nécessaire aujourd'hui pour que la Chine contemporaine, qui est en train de développer ses énormes potentialités, puisse résister aux nouveaux plans de domination impériale, en contribuant à la lutte décisive pour l'avenir de l'humanité : la lutte pour un monde sans plus de guerres dans lequel triomphe la paix indissolublement liée à la justice sociale.

Intervention de Manlio Dinucci à l'Académie de marxisme près l'Académie chinoise de sciences sociales, Association politico-culturelle Marx XXI, Forum Européen 2016 / La « Voie Chinoise » et le contexte international, Rome, 15 octobre 2016

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Manlio Dinucci](#), Mondialisation.ca, 2016

Articles Par : [Manlio Dinucci](#)

A propos :

Manlio Dinucci est géographe et journaliste. Il a une chronique hebdomadaire "L'art de la guerre" au quotidien italien il manifesto. Parmi ses derniers livres: Geocommunity (en trois tomes) Ed. Zanichelli 2013; Geolaboratorio, Ed. Zanichelli 2014; Se dici guerra..., Ed. Kappa Vu 2014.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca